

persécutions quotidiennes des Africains et autres gens de couleur, mais aussi dans le fait qu'hommes et femmes ne peuvent espérer vivre en paix qu'en acceptant l'injustice du rôle inférieur qui leur est imposé par cette société, sachant que ce sera là le sort, à perpétuité, des générations qui leur succéderont.

Un prolongement direct et tout aussi inacceptable de l'apartheid est la politique de "bantoustanisation". Le gouvernement du Canada ainsi que tous les autres Etats membres de l'ONU, ont jusqu'ici rejeté la prétendue indépendance du Transkei, premier rejeton du système des "bantoustans". Nous avons fait ce geste parce que ce système, présenté comme une forme d'autodétermination, consiste à n'allouer que 13 p. cent du territoire sud-africain à 80 p. cent de la population. Par ailleurs, le territoire dévolu aux Noirs est souvent pauvre et impossible à exploiter. Bien plus, les "bantoustans", comprennent, parfois, jusqu'à dix parcelles minuscules au point d'être incultivables, non adjacentes et séparées les unes des autres par des terres réservées aux Blancs. Ce système est également très discriminatoire envers les millions de citoyens africains qui ne se rattachent directement à aucun foyer bantou et dont les attaches les lient, à jamais, à la ville industrialisée où ils se rendent au travail, chaque jour, de leur commune éloignée. Ce n'est pas ainsi que seront satisfaits les besoins futurs de tous les Sud-Africains. Enfin, ces divisions économiques artificielles sont insensées dans une économie nationale et internationale avancée qui appelle un accroissement de l'intégration régionale sur le plan économique, et non l'inverse.

Les actes de violence qui se sont déroulés il y a dix-sept ans à Sharpeville et l'an dernier à Soweto (où il y a eu au moins 400 morts) ne résultaient pas d'une influence étrangère, comme l'a prétendu l'Afrique du Sud; ils traduisent plutôt la frustration et le mécontentement profonds de la majorité et sa détermination à obtenir la justice sociale, économique et politique qui lui a été refusée pendant si longtemps. La majorité regard vers le nord et constate que tous les pays voisins ont acquis le droit de se gouverner. Cela ne signifie pas qu'ils ont réussi à modeler des sociétés parfaites. Aucun pays ne peut se targuer d'y être parvenu. Les défis que pose le développement en Afrique sont de taille, et les problèmes sérieux. Cependant, chaque pays recherche à sa façon des moyens de faire profiter tous ses citoyens des bienfaits du développement. Or, les citoyens lésés de l'Afrique du Sud ne réclament rien de plus que les droits fondamentaux de l'homme, et ils ne prendront de repos que lorsque ce but sera atteint.